

Burundi : la capitale en proie aux combats entre loyalistes et putschistes

@rib News, 14/05/2015 – Source AFP De violents combats ont éclaté jeudi matin autour du siège de la télévision nationale à Bujumbura entre militaires loyalistes et putschistes au lendemain d'une tentative de coup d'Etat contre le président burundais Pierre Nkurunziza, en déplacement à l'étranger, selon des témoins et sources militaires. Selon les témoins, les combats à la mitrailleuse lourde et au lance-roquettes ont éclaté autour des locaux de la télévision et de radio nationales, toujours sous le contrôle des partisans du président Nkurunziza.

Selon une source au sein des militaires putschistes, le bâtiment de la RTNB a été attaqué à l'aube après que le chef d'Etat-major des forces armées burundaises, Prime Niyongabo, resté loyal au président, eut annoncé l'arrêt du coup d'Etat sur les ondes de la radio nationale. Un journaliste qui se trouve à l'intérieur du complexe a confirmé des violents combats à l'arme lourde, y compris des canons et des lance-roquettes. Dans la nuit, les propos du chef d'Etat major avaient été balayés par le porte-parole des putschistes, Vénnon Ndabaneze: celui-ci avait revendiqué le contrôle de l'aéroport et expliqué que son camp n'avait pas essayé de prendre la présidence et la radio-télévision nationale pour éviter une "effusion de sang". L'annonce de la destitution de Pierre Nkurunziza avait été accueillie mercredi par des scènes de liesse dans la capitale Bujumbura, où de nombreux manifestants ont fraternisé avec les militaires et grimpé sur des blindés. Le général à l'origine du putsch, l'ex-chef des services de renseignements de Pierre Nkurunziza, le général Godefroid Niyombare, a aussi assuré avoir le soutien de nombreux hauts gradés de la police et de l'armée. Jeudi matin, il était cependant toujours impossible de dire qui détenait effectivement le pouvoir à Bujumbura. Selon des sources concordantes, le président Pierre Nkurunziza serait lui en Tanzanie, à Dar es Salaam, où il s'était rendu mercredi pour un sommet de la Communauté est-africaine (Burundi, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda) consacré à la crise politique burundaise déclenchée par sa candidature à la présidence du 26 juin. Société civile et une partie de l'opposition politique mènent la contestation contre cette candidature qu'elles jugent inconstitutionnelle. Mais l'éventualité d'un troisième mandat de Pierre Nkurunziza, déjà élu en 2005 et 2010, divise depuis des mois jusqu'au sein du parti au pouvoir le Cndd-FDD. Le général Niyombare avait profité mercredi du déplacement du chef de l'Etat pour annoncer sa destitution, après des semaines de contestation populaire dans les rues de Bujumbura qui ont fait une vingtaine de morts. Tout l'après-midi et une bonne partie de la nuit, militaires loyalistes et putschistes ont mené des "tractations" pour tenter de se rapprocher et éviter un bain de sang. Les Burundais gardent encore très présente en tête la longue et meurtrière guerre civile qui a secoué le pays de 1993 à 2006. Mais ces discussions n'ont pas abouti. "Les tractations ont buté sur un groupe d'officiers du Cndd-FDD qui ont rejeté toute solution qui écarte Nkurunziza", a dit à l'AFP un haut gradé du camp putschiste. - Appels à la retenue - L'annonce de la destitution de Pierre Nkurunziza a déclenché une vague de réactions parmi une communauté internationale déjà traversée par des tensions qui ne cessaient de croître au Burundi depuis des mois. Au-delà de la guerre civile, qui a fait quelque 300.000 morts, l'histoire post-coloniale du petit pays d'Afrique des Grands Lacs, a été jalonnée de massacres interethniques. Les dirigeants kényans, ougandais, tanzanien et rwandais, qui se sont finalement réunis sans leur homologue burundais mercredi à Dar es Salaam, ont condamné le coup d'Etat et demandé un report des élections - des législatives et communales sont aussi prévues le 26 mai. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a exhorté "au calme et à la retenue", alors que le Conseil de sécurité devrait tenir jeudi des consultations d'urgence sur la crise au Burundi, à la demande de la France. A Washington, la Maison Blanche, ouvertement opposée depuis des semaines au troisième mandat, a appelé toutes les parties à "déposer les armes" et la chef de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, a appelé les deux camps à faire preuve de "retenue et à éviter la violence". Le général Niyombare avait été limogé de la tête des services de renseignements en février par le président après avoir conseillé de briguer un troisième mandat. Mercredi, l'officier putschiste a annoncé la mise en place d'un "comité pour le rétablissement de la concorde nationale, temporaire", chargé de rétablir "l'unité nationale" et de reprendre le "processus électoral dans un climat serein et équitable". Il a dit prendre la tête du comité. Personnalité aujourd'hui respectée et considéré comme un homme de dialogue, le général Niyombare était devenu après la guerre civile chef d'Etat-major adjoint, puis chef d'Etat-major de l'armée. Nommé en décembre 2014 à la tête du Service national de renseignements (SNR), il avait été limogé trois mois plus tard.